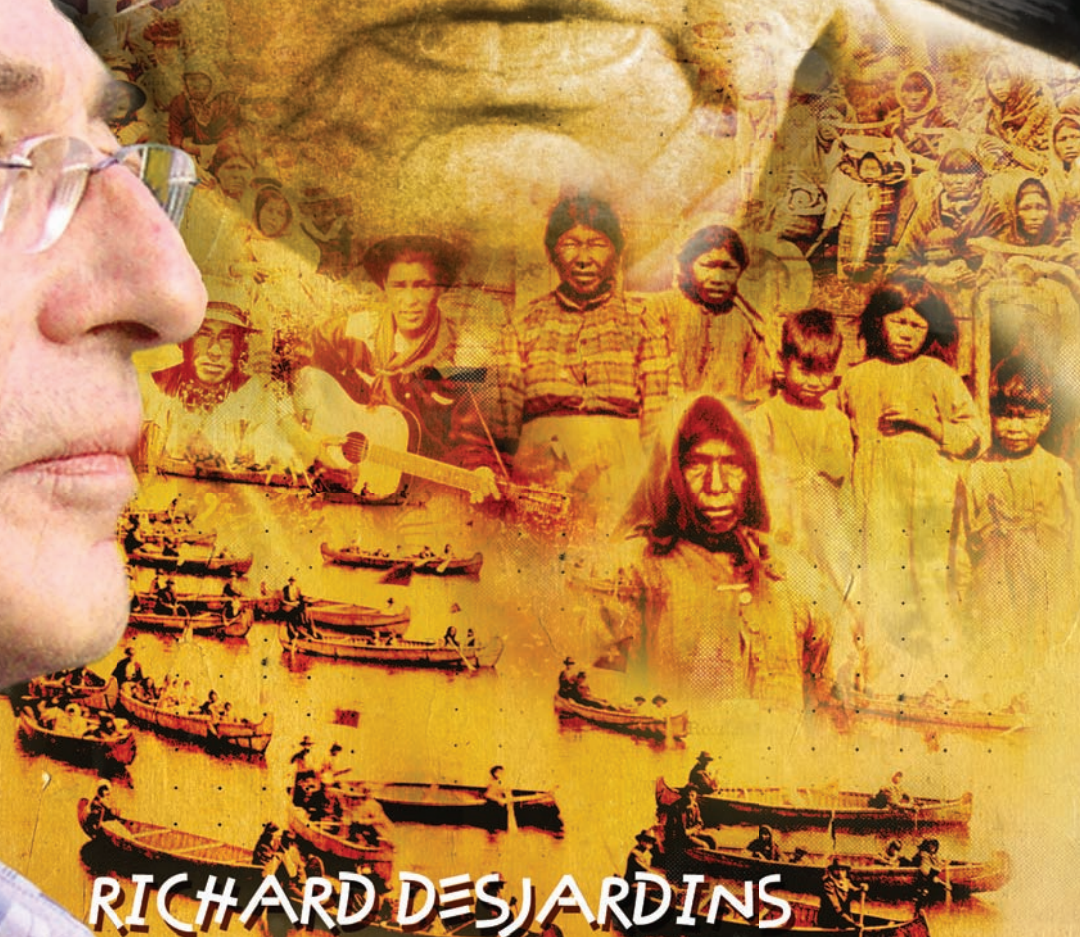


L'ITINÉRAIRE

2\$

LE PEUPLE INVISIBLE



**RICHARD DESJARDINS
ET ROBERT MONDERIE**

**LÈVENT LE VOILE
SUR LES ALGONQUINS**

*On vous écoute
et on vous comprend*

UNE PHARMACIE
**UN TRAITEMENT-SANTÉ
SUR MESURE**

**Spécialisation en MTS,
VIH/SIDA et hépatite.**

Consultation et analyse pharmacologique

Conseils et services personnalisés

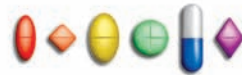
Courtoisie et confidentialité assurées

Membre du projet TADO



PHARMACIES

MARTIN DUQUETTE



À la clinique l'Actuel : 1001, boul. de Maisonneuve Est, bureau 1130, Montréal _514.528.0877
Pharmacie Martin Duquette : 600, rue Sherbrooke Est, bureau 101, Montréal _514.842.7065

RCTélecom Inc.
Système téléphonique et messagerie vocale

Services offerts aux PME

- Système téléphonique Nortel Norstar et BCM50, Panasonic, Toshiba
- Messagerie Vocale Nortel et Unifié
- Déménagement et installation système téléphonique
- Câblage informatique, téléphonique et coaxial
- Réparation d'équipement téléphonique
- Financement disponible jusqu'à 60 mois



Nortel Norstar
à partir de 149,95\$

Détaillant autorisé Nortel Networks

- Gamme complète de téléphone IP, IP2000 & IP1100
- Supporte la gamme de téléphone Nortel Norstar
- Offre la téléphonie multi-site
- Compatible avec les lignes VoIP de babyTEL™

Des solutions signées
**NORTEL
NETWORKS™**

Appelez-nous maintenant au
514 907-4747

Depuis 1994, le Réseau international des journaux de rue a apporté espoir et solutions à plus de 250 000 sans-abri partout dans le monde.



Le Réseau international des journaux de rue

80 journaux de rue
35 pays
1 voix contre la pauvreté

Le Réseau est un organisme de charité enregistré en Écosse : SC036369

Offrez votre support pour en aider 250 000 de plus.

Vous pouvez donner en visitant le www.street-papers.org

Programme DEVENIR

Mesure d'insertion sociale d'une durée d'un an

L'itinéraire recherche 15 bénéficiaires de la Sécurité du revenu âgés de 18 à 35 ans pour le magDVD *Le 3^e Œil* et cinq autres personnes de tout âge pour diverses tâches.

Conditions : 10 h/sem les six premiers mois et 20 h/sem les six derniers mois.

Rémunération : 130 \$ par mois plus le transport

Programme INTERAGIR

Mesure d'insertion sociale d'une durée d'un an

Le magDVD *Le 3^e Œil* a besoin de bénévoles en production vidéo

Conditions : 20 h/sem

Rémunération : 130 \$ par mois

Information : Jocelyne Sénécal, 514 525-5747, poste 230 ou par courriel à jocelyne.senecal@itineraire.ca

La Capitale du Mont-Royal

L'achat et la vente d'une propriété, c'est une affaire de cœur et de savoir-faire

Garantie de service • Intégrité • Mise en marché exceptionnelle • Conseils • Expertise • Opinion de la valeur marchande de votre propriété

1152, av. du Mont-Royal Est (514) 597-2121

www.lacapitalevendu.com
mont-royal@lacapitalevendu.com

Actualité

6 Macadam en vrac

9 L'itinéraire et le développement des journaux de rue dans le monde

10 Richard Desjardins et Robert Monderie lèvent le voile sur les Algonquins

Chroniques

12 Société
La Question humaine Génocide en cols blancs15 Économie responsable
Triper au naturel16 Chronique de la vraie vie
Saga ovarienne d'une quinquagénaire

18 Quand pauvreté ne rime pas avec santé

19 Globe-trottoir

20 Monde du travail
Les grands gagnants du syndicalisme

22 Mots de camelots

24 Environnement
La biodiversité doit être une priorité26 Les ONG d'ici
Burundi: Les enfants de la guerre28 Santé/bien-être
Une piqûre lucrative

30 Contes et comptes du prof Lauzon

Le magazine *L'itinéraire* a été créé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson. À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et les maisons de chambres. Depuis mai 1994, *L'itinéraire* est vendu régulièrement dans la rue. Cette publication est produite et rédigée en majorité par des personnes vivant ou ayant connu l'itinérance, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion sociale et professionnelle.

La direction de *L'itinéraire* tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le magazine ou sollicitent des dons, ils ne le font pas pour *L'itinéraire*. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus par les vendeurs ou sur leur comportement, communiquez sans hésiter avec le 514 525-5747, poste 230.

L'ITINÉRAIRE

Le Groupe communautaire L'itinéraire est un organisme à but non lucratif fondé en 1990 pour aider les personnes de la rue. Le conseil d'administration est composé en majorité de personnes ayant connu l'itinérance, l'alcoolisme ou la toxicomanie.

Rédaction et administration
• 2100, boul. de Maisonneuve Est, bur. 001
Montréal (Qc) H2K 4S1
Le Café sur la rue
• 2101, rue Ste-Catherine Est
MagDVD Le 3^e Œil
• 2103, rue Ste-Catherine Est, 2^e étage

Téléphones : 514 597-0238
514 525-5747
(services rue Ste-Catherine)

Télécopieur : 514 597-1544
Courriel : itineraire@itineraire.ca
Site : www.itineraire.ca

Le magazine L'itinéraire
Éditeur et directeur général : Serge Lareault
Directeur des médias : Jonathan Chodjaï
Rédactrice en chef : Audrey Coté **Adjoint**
à la rédaction : Jérôme Savary **Infographiste :**
Serge Cloutier **Photo de couverture :** ONF
Révision : Lorraine Boulais, Hélène Pâquet, Sylvie
Martin, Sophie Desjardins, Pierre Aubry, Édith
Verreault, Isabel Matte, Michel Camus, Julie Pelletier,
Nicolas Joly, Jean-Pierre Bourgault, Nicole Éva Morin,
Noëlle Samson, Philippe Robert et Jean Guimond
Coordonnateur de la distribution : vacant
Concepteur du site Internet : Serge Cloutier,
Drafter.com **Imprimeur :** Quebecor World

Le Conseil d'administration
Président : Robert Beaupré **Vice-président :**
Jean-Paul Baril **Tésorier :** Martin Gauthier
Secrétaire : André Martin **Conseillers :** Audrey
Coté (rep. employés), Gabriel Bissonnette (rep.
camelots), Alexandre Pélouin, Luc Denis et
Pierre Goupil

L'administration
Directeur général : Serge Lareault **Directeur**
marketing/communications : Richard Turgeon
Directrice de l'insertion sociale : Jocelyne
Sénécal **Directrice administrative et des res-**
sources humaines : France Beaucage **Adjointe à**
l'administration : Nathalie Gélinas **Conseiller au**
développement : Mario St-Pierre

Conseillers publicitaires :

Renée Larivière: 1 866 255-2211
renee.lariviere@itineraire.ca

Mario St-Pierre: 1 866 570-6668
mario.stpierre@itineraire.ca

Convention de la poste publication N°
40910015, N° d'enregistrement 10764.
Retourner toute correspondance ne
pouvant être livrée au Canada, au Groupe
communautaire L'itinéraire, 2100, boul.de
Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2K
4S1, itineraire@itineraire.ca

Nous reconnaissons l'aide financière
accordée par le gouvernement du
Canada pour nos coûts d'envoi postal et
nos coûts rédactionnels, par l'entremise
du Programme d'aide aux publications et
du Fonds du Canada pour les magazines.

Canada



L'itinéraire est entièrement
recyclable



L'itinéraire est appuyé
financièrement par
**LES ŒUVRES DU
CARDINAL LÉGER**

L'itinéraire est membre de :



Association
nord-américaine
des journaux de rue



Le réseau international
des journaux de rue

ISSN-1481-3572

QUEBECOR

Quebecor est fière de soutenir l'action sociale de L'itinéraire en lui offrant des services d'imprimerie, de promotion télé et imprimée ainsi que le câble et Internet haute vitesse Vidéotron.



Jérôme Savary
Adjoint à la rédaction
jerome.savary@itineraire.ca

Prévenir l'itinérance

Une coalition d'organismes engagés dans la lutte à la pauvreté milite pour que le gouvernement du Québec se dote d'une politique qui permettrait à la fois de prévenir l'itinérance et de lutter contre ce fléau. Plus que jamais, le gouvernement Charest est dénoncé pour ses politiques néfastes en matière de développement social et de lutte à la pauvreté. Il ne lutte pas contre elle, il l'augmente !

Je les croise chaque jour, au Café sur la rue de L'itinéraire. Les itinérants et les poqués du Centre-Sud, oubliés en chemin par un système qui ne les porte pas haut dans son coeur. Ils ne sont pas seulement la conséquence des politiques sociales incohérentes du gouvernement libéral en place, mais disons que celles-ci ne font rien pour aider.

Moins de services en psychiatrie, aucun soutien majeur en alphabétisation ou encore l'envoi de sans-abri en prison pour avoir accumulé des contraventions aux motifs ridicules : voilà autant de décisions, bénies par le gouvernement du Québec, qui accentuent le chaos social.

La Politique en itinérance, pilotée par le Réseau solidarité itinérance Québec (RSIQ), réclame davantage de cohérence du gouvernement Charest en matière de santé, de services sociaux et de prévention. La coalition demande également plus de logements sociaux, plus de soutien aux organismes communautaires, plus d'investissements en éducation, cela afin de combattre l'exclusion de 750 000 Québécois qui vivent sous du seuil de la pauvreté, sont en situation d'itinérance ou à risque de devenir itinérants.

Début décembre, Dan Bigras indiquait en conférence de presse que cette Politique «permettrait d'arrêter la production sociale de l'itinérance». Le porte-parole du Refuge des jeunes ne divague pas. Par exemple, le ministre de la Santé et des Services

sociaux, Philippe Couillard, a décidé, en janvier 2007, de fermer près de 250 des 531 lits à Louis-Hippolyte-Lafontaine d'ici 2009. Ces fermetures de lits feront en sorte qu'il y aura plus de sans-abri et oui, le Québec produit de l'itinérance lorsque ses représentants agissent ainsi. La Politique en itinérance inclut donc des demandes en santé.

De même, la décision annoncée par le gouvernement Charest le 7 décembre dernier de refuser la pleine indexation des prestations aux personnes assistées sociales est passée inaperçue. Pour une quatrième année, 204 261 ménages qui, selon le gouvernement, ne présentent pas de contraintes sévères à l'emploi, n'auront droit qu'à une demi-indexation. À partir du 1^{er} janvier 2008, la prestation de base de ces ménages n'atteindra que le montant ridicule de 551,29\$, soit à peine 3,4 % de plus qu'en janvier 2004 (environ 533 \$), ce qui est évidemment très inférieur à la hausse du coût de la vie et de celle des loyers, qui ont progressé à Montréal depuis 2004 de 10,6 %. Il y a là une volonté d'affamer les plus pauvres, en difficulté d'insertion au marché de l'emploi.

Une politique en itinérance constituerait le début d'une réelle volonté politique de mettre fin à une situation désolante pour toute notre société. Une politique permettrait et obligerait les différents ministères concernés à travailler ensemble pour harmoniser les actions à entreprendre. Les ministères de l'Emploi,

de la Solidarité sociale, du Revenu, de la Santé et Services sociaux, de l'Éducation, de la Justice et de la Sécurité publique doivent travailler de concert à un plan d'action pour résoudre un vaste problème dont les répercussions nous affectent tous et toutes.

Mais ne rêvons pas : les gouvernements ne cherchent pas réellement à régler le problème de la pauvreté.

Seuls et sous-financés, les organismes communautaires ne réussissent pas à remplir adéquatement leur mission de service public. Seuls, ils ne peuvent transformer les itinérants en citoyens modèles. Sans gouvernement, pas d'éducation, de soins psychiatriques ni de toit sur la tête pour les habitués du trottoir. Cinq ans après l'adoption de la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (loi votée sans budget ni plan d'action, donc sans effet), la mise en place d'une politique en itinérance est nécessaire à l'heure où le nombre de sans-abri ne cesse d'augmenter.



Pour prendre connaissance de l'ébauche de politique en itinérance proposée par le RSIQ, consultez le site Web du RAPSIM (www.rapsim.org) et cliquez sur «Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec».

L'Agenda des Femmes 2008 Un vrai bijou pour elle

Micheline Rioux
Journaliste de rue
micheline.rioux@itineraire.ca

Un vrai bijou, absolument mignon comme tout! Pour une 31^e année consécutive, *Les Éditions du remue-ménage* nous offrent *L'Agenda des Femmes 2008*. Treize fillettes de 9 à 12 ans, nous racontent tour à tour, mois après mois, ce que c'est que d'être une fille de nos jours. Originaires de la Belgique, du Burkina Faso, de la Suède, du Mali, du Mexique, du Canada et du Québec, ces petites se sont prêtées au jeu de l'écriture et nous racontent avec brio leurs réalités, leurs cultures, leurs opinions et leurs rêves d'avenir.

Le commentaire de l'une d'entre elles, la petite Camille de 9 ans, fait particulièrement sourire : «Quand les hommes vont faire réparer leur voiture au garage, ils paient moins cher que les femmes parce qu'on croit que les hommes connaissent toujours mieux les voitures, mais ce n'est pas toujours vrai.»

Un agenda hebdomadaire complet où il y a de la place pour écrire, sans en prendre trop dans le sac à main!



L'Agenda des Femmes 2008, Les Éditions du remue-ménage,
Montréal, 2007.



Théâtre

Blanc comme neige, lumière et mère

Audrey Coté

Quelques mots reçus comme un coup de poing dans le plexus: maman est à l'agonie. Plus que deux jours, peut-être trois... Vies qui basculent, temps suspendu. Prendre soin d'elle, lui tenir la main. Attendre. Confronter le silence. Ne pas pleurer devant elle. Comment affronter la mort de celle qui nous a donné la vie ? Douze femmes qui ont perdu leur mère nous invitent à partager avec elles une histoire. Écrite dans la lumière de l'hiver, cette histoire s'intitule *Blanc* (texte d'Emmanuelle Marie). C'est celle de deux soeurs qui se retrouvent alors que leur mère vit ses derniers instants dans la chambre d'à côté.



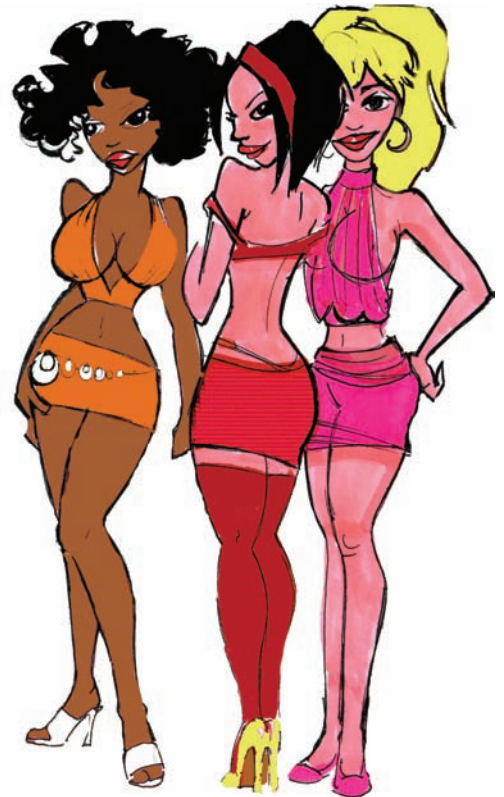
À voir absolument du 8 au 26 janvier 2008 à la Salle Fred-Barry
4353, rue Ste-Catherine Est à Montréal Information : 514 253-8974

Mise en scène de Geneviève L. Blais
Une production du Théâtre à corps perdus
en codiffusion avec le Théâtre Denise-Pelletier

Violence faite aux travailleuses du sexe «Assez, c'est assez!»

Le 17 décembre dernier marquait la 5^e Journée internationale pour mettre fin à la violence envers les travailleuses et travailleurs du sexe. C'est dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve que l'organisme Stella et ses alliés ont emboîté le pas pour une marche de solidarité, parapluies rouges en main. Se prostituer est considéré comme un acte criminel et cette criminalisation de la prostitution est en grande partie responsable des actes de violence subis par les travailleuses et travailleurs du sexe.

Ainsi traitées, elles sont privées de la protection policière. Cette année, la marche a été organisée par l'organisme Stella, qui a pour but d'améliorer la qualité de vie des femmes et des hommes de ce milieu en les éduquant, et en sensibilisant la population. Inaugurée en 2002, en Italie, la première Marche des parapluies rouges, symbole de résistance des travailleuses du sexe à la discrimination, a ouvert la voie à la dénonciation de ces injustices cruelles. (M.R.)



Mon coup de cœur du Salon du livre

Lors de ma visite au dernier Salon du livre de Montréal, je suis tombée sous le charme de plusieurs ouvrages, mais j'ai eu un coup de cœur tout particulier pour *Une histoire des Québécoises en photos*. Dans cet ouvrage d'une grande beauté, l'historienne Hélène-Andrée Bizier retrace l'évolution sociale des Québécoises à l'aide de photos d'archives choisies avec soin. Un pur délice visuel! Sous les thèmes de la jeunesse, de la religion, des arts, du travail, de la procréation, de la famille et des loisirs, ce livre témoigne des moments marquants pour les femmes du Québec.

Cet album de famille au féminin est une pièce de collection à savourer, page après page! (M.R.)



Hélène-Andrée Bizier, *Une histoire des Québécoises en photos*, Éditions Fides, Montréal, 2007.

L'organisme Dans la rue «récolte» les fruits du crime

Dans le cadre du lancement de la campagne de financement de Dans la rue, le 3 décembre dernier, M. Jacques Chagnon, député de Westmount-Saint-Louis, a remis 128 756 \$ à cet organisme qui œuvre auprès des jeunes de la rue et qui lutte notamment contre l'adhésion de ceux-ci aux gangs criminalisés.

Remise au nom du ministre de la Justice, Jacques P. Dupuis, cette importante somme a été amassée à la suite d'opérations policières qui ont mené à la confiscation de biens ou à la condamnation aux amendes destinées aux organisations criminelles. Elle est remise à des organismes conformément au *Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité*. «La lutte au phénomène des gangs de rue constitue une priorité pour le gouvernement du Québec et nous le prouvons aujourd'hui. Par ces subventions, nous continuons à soutenir les actions des organismes qui font un travail remarquable pour prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs criminalisés», a déclaré M. Chagnon.

Le *Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité* prévoit que le produit net de la revente des biens obtenus illégalement et devenus la propriété de l'État à la suite d'opérations policières est réparti de la façon suivante : 50 % aux organismes municipaux et aux corps policiers qui ont participé aux opérations qui

ont mené à la confiscation des biens ou à la condamnation aux amendes, 25 % aux organismes communautaires dont l'objet principal est la prévention de la criminalité notamment auprès de la jeunesse, et 25 % au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels. «Ce projet reflète clairement la volonté, l'engagement et la détermination du gouvernement du Québec d'aider les jeunes à réunir les conditions nécessaires à leur réussite. Il est important de se préoccuper du phénomène des gangs de rue afin d'en diminuer les conséquences», a conclu le député de Westmount-Saint-Louis. (A.C.)



M. Aki Tchitacov, directeur général de l'organisme Dans la rue, et M^{me} Monica Kolstein, coordonnatrice des programmes d'intervention, entourent M. Jacques Chagnon, député provincial de Westmount.

La Caisse populaire du Mont-Royal, toujours là pour nous

Émilie Moreau

Conseillère au développement de L'itinéraire

La soirée de reconnaissance est une activité-clé dans le travail de revalorisation et d'estime de soi que nous réalisons auprès des camelots. La grande famille de L'itinéraire profite de cette soirée pour féliciter les camelots et souligner les efforts déployés au cours de l'année. C'est aussi l'occasion pour des partenaires comme la Caisse populaire Desjardins du Mont-Royal de contribuer au rôle capital que joue L'itinéraire dans la vie des gens.

Le conseil d'administration de la Caisse populaire Desjardins du Mont-Royal a toujours cru en notre organisme. Son soutien financier à la soirée de reconnaissance nous permet cette année d'offrir aux camelots des sacs de taille pour ranger leur monnaie, de même que des tuques pour garder leurs oreilles au chaud pendant les journées de vente où le temps sera glacial.

Nous désirons remercier Serge Ménard, directeur général de la Caisse populaire Desjardins du Mont-Royal, et Carolyne Cloutier, directrice communication-vie associative pour leur sensibilité à notre cause et pour leur disponibilité.

 **Desjardins**
Caisse du Mont-Royal

AU COEUR DU PLATEAU

L'itinéraire et le développement des journaux de rue dans le monde

Réseau international des journaux de rue

Serge Lareault, éditeur de *L'itinéraire* et président de l'International Network of Street Papers (INSP), a présidé la rencontre stratégique de l'association à Glasgow, en Écosse, en novembre dernier.

Fondée en 1994 à l'initiative du journal de rue de Londres, *The Big Issue*, l'INSP compte actuellement 80 journaux membres, répartis dans 34 pays et sur 5 continents. Ces journaux de rue offrent des opportunités de travail à environ 250 000 personnes en situation de pauvreté et publient 32 millions de journaux par année. L'INSP fait la promotion du concept des journaux de rue afin de permettre aux personnes sans-abri et sans-emploi de retrouver leur autonomie et une place en société.

Le Réseau soutient également la création de journaux de rue dans les pays en voie de développement et offre différents services de communication à ses membres. Les agences Reuters et Inter Press Services sont devenus en 2007 des partenaires officiels de l'INSP, rendant accessible

gratuitement leurs banques de textes et photos aux journaux indépendants que sont les membres de l'INSP.

Après avoir supervisé la création de quatre journaux en Afrique en 2006-2007, Serge Lareault a annoncé que les efforts seraient orientés en 2008-2009 vers l'Amérique latine. « L'Europe concentre beaucoup ses efforts vers l'Afrique et l'Amérique du Sud se trouve parfois laissée pour compte », a expliqué le président. L'INSP est donc à la recherche d'organisations basées en Amérique latine et qui voudraient y établir le concept de journaux de rue (infos : serge.lareault@videotron.ca).

Les services de l'INSP étant actuellement seulement en anglais, Serge Lareault a amorcé un plan de développement afin que l'allemand, l'espagnol et le français

deviennent également les langues d'usage du Réseau : « Pour les petites organisations, la barrière de la langue, particulièrement sur Internet, empêche l'accès à l'information internationale. » *L'itinéraire*, qui intervient déjà auprès du *Macadam Journal* à Paris et d'une organisation au Cameroun pour l'interprétation en français, sera engagé avec ses bénévoles dans les efforts de traduction des informations.

Sous l'impulsion de Serge Lareault et d'un conseil d'administration international très efficace, le mouvement des journaux de rue dans le monde est en développement important afin de multiplier les publications dans le monde afin d'offrir à des millions de lecteurs une information sociale visant une société plus juste.



De gauche à droite : Clement Njoroge, *The Big Issue Kenya*, conseiller; Lisa Maclean, Directrice générale de l'INSP; Serge Lareault, éditeur de *L'itinéraire* et Président de l'INSP ; Joanne Zuhl, *Street Roots*, Portland, USA, secrétaire du conseil ; Erin Anderson, conseillère de projets à l'INSP. À l'arrière : Jeroen de Rooij, *Z magazine*, Amsterdam, Hollande et trésorier du conseil; Ron Grunberg, *Big News*, New-York, USA et vice-président de l'INSP.

Richard Desjardins et Robert Monderie lèvent le voile sur les Algonquins

Jérôme Savary

Respectivement originaires de Rouyn et de Noranda, Robert Monderie et Richard Desjardins côtoient les Algonquins depuis leur enfance, sans pour autant les connaître. Leur film, *Le peuple invisible*, porte bien son nom puisque le peuple Algonquin demeure inconnu, même en Abitibi. On fait comme si on ne les voyait pas. Un peu comme une coupe à blanc cachée au milieu de la forêt. L'itinéraire a rencontré les coréalisateurs du film, deux amis qui se connaissent depuis qu'ils ont 15 ans!

Kitcisakik, Lac-Simon, Rapid Lake, Kitigan Zibi, Longue-Pointe, Pikogan, Maniwaki. Au total, une dizaine de communautés algonquines existent au Québec. Près de 9 000 personnes concentrées autour de leur territoire ancestral, la Réserve faunique de La Vérendrye, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Leur point commun? Ils sont les survivants d'une histoire qui les a floués, maltraités et abusés.

Selon les réalisateurs Richard Desjardins et Robert Monderie, leur film, *Le peuple invisible*, est un cri d'urgence. «Comment ça se fait qu'à Rapid Lake ou Kitcisakik, des communautés situées à côté de la capitale mondiale du «deux par quatre» (Val d'Or), on ne soit pas capable d'abriter ces gens-là, de leur donner des services d'égoûts, *crisse*, et de l'eau qui a de l'allure?» s'insurge Richard Desjardins.

Les conditions d'hygiène que l'on retrouve dans les différentes communautés algonquines présentées dans *Le peuple invisible* sont comparables à l'idée que l'on se fait du Tiers-monde. Il n'y a souvent ni électricité, ni eau de bonne qualité. Chez les Algonquins, le taux de mortalité infantile est cinq fois plus élevé qu'ailleurs au Canada. Le taux de suicide est quant à lui six fois plus élevé. La violence et la consommation de drogue et d'alcool sont omniprésentes.

Le portrait est sombre et le documentaire aurait pu l'être encore davantage. «On a filmé dans chacune des communautés, mais ce que l'on n'a pas tourné est beaucoup plus dérangeant que ce que l'on a montré, assure Robert Monderie. Par exemple, à Lac-Simon, une communauté

algonquine de 1 500 personnes située à 30 km de Val d'Or, chaque fin de mois, c'est l'orgie de boisson mur à mur. C'est insoutenable.»

Certaines situations relèvent de l'absurde. Par exemple, les communautés de Kitcisakik et de Winneway sont toutes deux situées à proximité d'un barrage hydroélectrique dont l'électricité ne parvient même pas jusqu'à elles. Dans le cas de Winneway, c'est Guy Chevrette¹ alors ministre délégué aux Affaires autochtones, qui avait refusé aux Algonquins la possibilité de devenir propriétaires de ce petit barrage.

Selon Richard Desjardins, la ville de Saint-Sauveur appartient encore aux Algonquins!

Culture en perte

Les Algonquins ont mal à leur culture, et les Blancs sont en partie responsables de cette situation. Dans les années 1950, les jeunes Algonquins ont été forcés de quitter leur famille pour aller apprendre le français et la culture des Blancs au sein de pensionnats gérés par des communautés religieuses. Là-bas, ces enfants se sont faits abuser sexuellement. Une fois revenus dans leur réserve, ces jeunes ont à leur tour été violents avec leurs proches.

La majorité des 1 500 personnes composant la communauté algonquine de Lac-Simon, au nord de Maniwaki, ont séjourné dans les pensionnats. «Toutes les

fillettes sont abusées à Lac-Simon, toutes», insiste Richard Desjardins. La violence subie collectivement par les Autochtones, et les Algonquins en particulier, a ainsi entraîné des conséquences désastreuses. Il existe un cercle de violence dans les réserves.

Droits des Algonquins

Les Algonquins croupissent dans des réserves, mais des droits ancestraux leur reconnaissent pourtant la propriété de larges portions de territoire. Ainsi, selon Desjardins, la ville de Saint-Sauveur appartient aux Algonquins! Ces droits ont même été reconnus lors du rapatriement de la Constitution en 1982. Cependant, Québec n'a toujours pas pris la peine de préciser quels étaient les territoires visés par ces droits.

D'ici à ce que les Algonquins parlent d'une seule voix et à ce que d'éventuelles négociations soient entreprises avec le Gouvernement, les droits des Algonquins continueront à être niés. Et les récentes prises de position gouvernementale ne laissent rien présager de bon. Les Autochtones sont si peu reconnus par le gouvernement du Canada qu'il s'est opposé à la Déclaration des droits des peuples autochtones votée par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2007.

Les Autochtones ne reçoivent que très peu de considération auprès de la population. Ils sont souvent vus comme des profiteurs du système qui passent leur temps à boire et à faire du trafic illégal de cigarettes, tout en étant sur le «B.S.».

«Coudonc, on leur donne déjà tout. Y pourraient pas s'aider un peu?», pourraient dire certaines personnes. «Les Algonquins sont comme des réfugiés dans leur propre pays, répond Desjardins. Comment veux-tu qu'ils s'aident eux-mêmes quand ils n'ont aucun accès aux ressources naturelles? Ils n'ont même pas le droit de couper un arbre sans demander l'autorisation!» Sans territoire ni autonomie, cela fait 30 ans que les Algonquins vivent dans une dépendance totale envers les gouvernements. Robert Monderie ne voit pas non plus comment ce peuple, vieux de 5 000 ans, pourrait se relever : «Ils n'ont aucune prise sur aucun levier pour avancer.»



¹ Richard Desjardins a déjà eu maille à partir avec Guy Chevette, qui dirige actuellement le Conseil de l'industrie forestière.

Rendez-vous sur le site Internet onf.ca/peupleinvisible pour connaître les détails concernant la diffusion du film *Le peuple invisible*.

Visionnez l'entrevue de Richard Desjardins et Robert Monderie réalisée par l'équipe du 3^e Œil au www.itineraire.ca en cliquant dans la section «Le magazine»



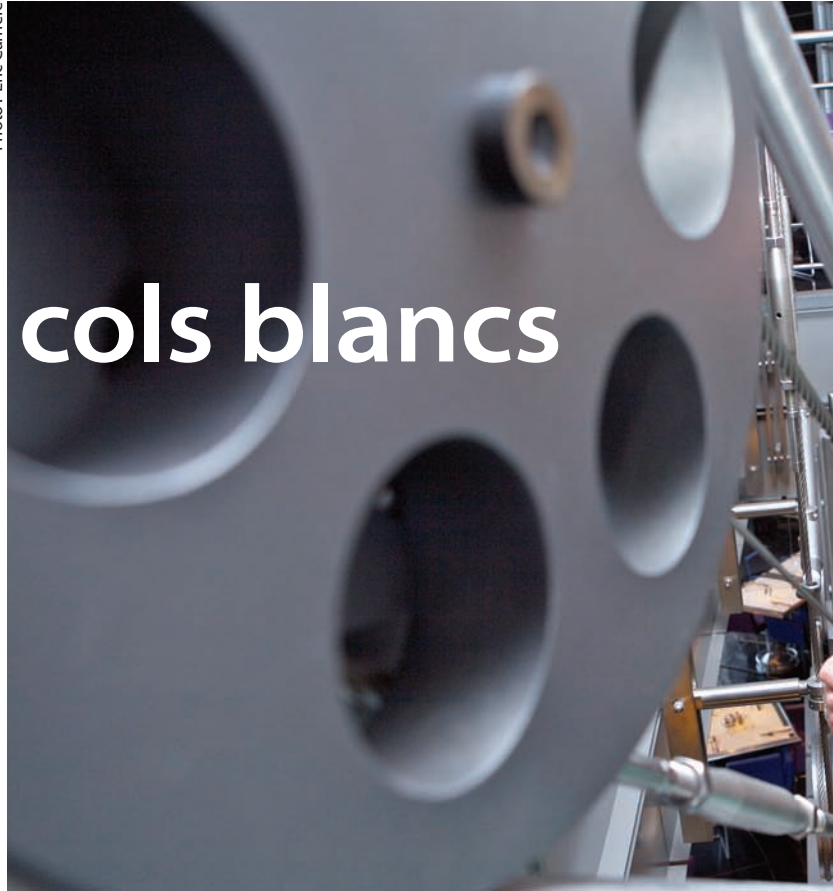
De gauche à droite : Les réalisateurs Robert Monderie et Richard Desjardins

Photo : Eric Carrière

La Question humaine Génocide en cols blancs

Audrey Coté

Le néolibéralisme est-il la suite logique du nazisme? Cette question est au cœur de *La Question humaine*, le plus récent film du réalisateur Nicolas Klotz et de la scénariste Élisabeth Perceval. Présenté dans le cadre du Festival du nouveau cinéma à l'automne dernier, *La Question humaine* prendra l'affiche dans plusieurs salles du Québec à compter du 11 janvier. *L'itinéraire* a rencontré les deux complices, dans la vie comme au cinéma, afin d'en apprendre davantage sur cette œuvre de fiction qui dresse un parallèle saisissant entre les modes de gestion de l'entreprise contemporaine et le nazisme.



La thèse selon laquelle le libéralisme contemporain serait en quelque sorte l'enfant du nazisme est bien documentée mais peu médiatisée, notamment parce qu'elle dérange le pouvoir établi. «Les télévisions françaises ont refusé le film en prétextant qu'il est trop sombre. Ceux qui contrôlent la télé et les médias se contentent de montrer de l'émotion. Par exemple, on expose la souffrance d'une victime, mais on ne veut surtout pas toucher au système qui la produit, car on en profite tous, de ce système, et à plus forte raison si on le contrôle», argue Élisabeth Perceval. De son côté, Nicolas Klotz croit qu'écorner le modèle de production de l'entreprise est mal perçu, dans la mesure où la propagande de ceux qui détiennent le pouvoir l'ont rendu sacré.

Basé sur le récit du romancier belge François Emmanuel, *La Question humaine* met en scène Simon, un psychologue chargé de la sélection du personnel au service des ressources humaines d'un complexe pétrochimique français, filiale

d'une multinationale allemande. En narrant son histoire avec une froideur troublante, Simon ressemble à ces milliers de cadres qui, jour après jour, se voient chargés de missions qui les obligent à se déshumaniser pour conserver leur poste au sein de l'entreprise. «Les cadres sont de petits soldats au service d'une grande machine et deviennent, souvent inconsciemment, de petits tueurs», soutient la scénariste. Au fil de l'histoire de Simon, on réalise à quel point les dynamiques de pouvoir aliènent aussi bien ceux qui croient les maîtriser que ceux qui les subissent.

L'entreprise contemporaine, dont l'organisation du travail privilégie la segmentation des tâches, le chronométrage du rendement, l'uniformisation des critères de performance, la compétitivité extrême et la sélection, s'apparente aux usines de la mort mises en place par le Troisième Reich au cours de la Deuxième Guerre mondiale. «Nous avons voulu démontrer le lien organique entre les guerres qui ont traversé la

société contemporaine et les modes de gestion psychologiquement violents de l'entreprise», explique M. Klotz. Pour la scénariste, le meurtre de masse, qui s'inscrit dans la gestion déshumanisante de l'organisation du travail issue du capitalisme, est ce qui hante leur film. Le «massacre» du néolibéralisme se déploie évidemment aussi hors de l'entreprise, selon la scénariste : «Dans le système économique dominant, le pauvre est un individu superflu et à partir du moment où l'homme pour l'homme devient un individu superflu, il y a danger de sombrer dans le totalitarisme.»



La question humaine est un film politique à voir absolument. Il sera à l'affiche dans plusieurs salles montréalaises à compter du 11 janvier 2008.



Élisabeth Perceval et Nicolas Klotz, respectivement scénariste et réalisateur du film *La Question humaine*

ON LUTTE À VOS CÔTÉS

SCFP

Syndicat canadien de la fonction publique



les élus de l'arrondissement
de Ville-Marie vous présentent
leurs meilleurs vœux pour 2008.

Ville-Marie
Montréal





Bruno Ouellette
Camelot, rue Masson/Molson

L'hiver arrive, youppi!

J'adore l'hiver, faire du vélo, du ski de fond sur la montagne et vendre le journal *L'itinéraire*. Le froid me stimule le corps et l'esprit. Mais pour domestiquer l'hiver, il faut très bien s'habiller et ne pas oublier ses chaussettes de rechange, son chandail... C'est la clé du succès pour apprivoiser des froids de -20°C. Quand tu marches, ça fait du bruit. C'est à cause de la «froidure». Pour moi, je suis aussi bien l'hiver que l'été. Je vous souhaite un bon hiver. Habillez-vous chaudement, soyez heureux et paix sur la terre, paix et amour (peace and love, that's it that's all) pour l'an 2008. P.S. Mes salutations distinguées à M. et Mme Marcil ainsi qu'à M. Imbeault. Bisous!



Cylvie Gingras
Journaliste de la rue

Une panoplie de résolutions

Je dis toujours que je ne prends qu'une seule résolution : celle de ne pas en prendre! Plus sérieusement, je profite du mois de décembre pour faire le bilan de l'année que je viens de passer, et ce, à tous les niveaux, de ma santé psychologique à ma santé physique. Par exemple, je souhaiterais arrêter de boire et de fumer, car pour moi un ne va pas sans l'autre! Professionnellement, je voudrais être disciplinée et rigoureuse concernant l'écriture d'un roman qui est en chantier depuis trop longtemps déjà. Je voudrais avoir la même discipline pour faire le ménage de mon petit appartement : ça n'a l'air de rien, mais on dirait que ça prend moins de temps pour y foutre le bordel que pour le ramasser! Amoureusement et socialement, je voudrais continuer à ne pas prendre l'amitié ou l'amour des personnes qui gravitent autour de moi pour acquis... Et le plus important pour moi c'est d'apprendre à dire «non» et ainsi à établir mes limites. Au fond, tout ce que je me souhaite, c'est que si je partais les deux pieds devant, je voudrais qu'on dise de moi que j'étais une bonne et gentille personne, qui avait toujours une pensée pour les gens qu'elle aimait...

Je désire m'abonner au magazine *L'itinéraire*

pour une période de :

12 mois (24 numéros à 48 \$) _____ \$ 6 mois (12 numéros à 24 \$) _____ \$

J'ajoute un don de soutien de _____ \$¹

Mon abonnement débute en _____

Abonnement proposé par le camelot : _____ **Total** _____ \$

M. Mme.

Prénom : _____

Nom : _____

Entreprise : _____

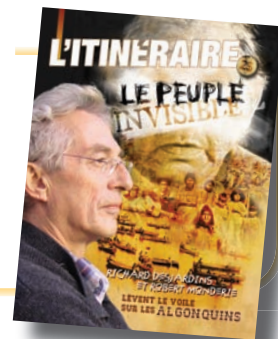
Adresse : _____ App. : _____

Ville : _____ Province : _____

Code Postal : _____

Téléphone : () _____

Courriel : _____



Paiement

Chèque au nom du Groupe communautaire L'itinéraire

Visa, Master Card

No de carte

Expiration ____ / 20 ____

Mois Année

Signature X _____

Ce projet est rendu possible, entre autres, grâce aux œuvres du cardinal Léger, au Budget partenariat (ministère de la Solidarité sociale, Sécurité du Revenu de Montréal, le Centre local d'emploi de Sainte-Marie), Emploi-Québec et Moisson Montréal.

Postez ce coupon au Groupe communautaire L'itinéraire
2100, de Maisonneuve Est, bur, 001, Montréal (Qc) H2K 4S1
Pour information : www.itineraire.ca ou 514 597-0238, poste 226

¹Des reçus de charité seront émis pour les dons seulement. Le prix d'achat du magDVD comprend un don de 10 \$ pour lequel un reçu de charité sera émis. Notez qu'il n'y pas de reçu de charité pour l'achat de cartes-repas ni pour les abonnements au journal.

Photo: Jérôme Savary



Jocelyn Robitaille et Raul Ourique, intervenants du projet T.R.I.P.

Projet T.R.I.P. Triper au naturel

Melanie Julien

Voyage dans l'univers du projet T.R.I.P. Sa mission : faire la prévention de la toxicomanie et de la détérioration de la qualité de vie auprès des jeunes de 12 à 21 ans vivant dans le quartier Centre-Sud de Montréal. En action depuis 20 ans, l'organisme communautaire indépendant est maintenant basé à l'école Pierre-Dupuy, qui se classait dernière dans le palmarès des écoles secondaires francophones en 2006 et où le taux de décrochage frôlait les 75 % en 2004.

«Notre mission est d'être présent dans la vie des jeunes quand ça va bien et quand ça va mal. On essaie de les amener à trouver leurs propres solutions», explique l'intervenant Jocelyn Robitaille. Au sein du projet T.R.I.P., cinq intervenants, dont un travailleur de milieu, travaillent sur quatre axes d'intervention précis : la prévention de la violence, de la toxicomanie, l'éducation à la sexualité et la promotion de la citoyenneté. Le local, tout aussi accueillant et coloré que les intervenants, voit passer une quarantaine de jeunes par jour. «Il n'est pas rare qu'il y ait 30 jeunes à l'intérieur de cette petite boîte-là, confie Jocelyn. Le local, comme tout le reste, est seulement un prétexte pour entrer en relation avec les jeunes, pour les accueillir, pour passer du temps avec eux et créer des liens.»

Le projet T.R.I.P. est d'ailleurs en activité non seulement dans l'école, mais dans tout le quartier Centre-Sud. «Nous sommes sensibles aux besoins des jeunes. On veut donc les rejoindre de la façon qui leur convient le mieux», ajoute le travailleur de milieu Raul Ourique. Année après année, le projet rejoint au moins une fois tous les jeunes de l'école, sans compter les jeunes

du quartier. «Même s'ils ne le disent pas, on sent souvent que le message passe.»

Le fait que la majorité des intervenants possèdent un baccalauréat apporte «une assez bonne rigueur clinique, qui nous rend pertinents et complémentaires dans l'école», continue M. Robitaille.

On change d'air!

L'organisme coordonne trois projets spéciaux : un projet de karaté pour l'éducation de la paix par le biais des arts martiaux, un projet de danse destiné aux filles et un club de plein air géré entièrement par les jeunes. «On fait la promotion d'alternatives à la consommation, ajoute l'intervenant. Dans un quartier pauvre comme celui-ci (62% des ménages vivent sous le seuil de la pauvreté), la panoplie d'options qui est offerte à la base est un peu restreinte. Une activité de plein air permet par exemple d'élargir les horizons et de faire découvrir autre chose.» «Un moyen de triper au naturel!», complète spontanément Raul.

Quant au taux de décrochage peu reluisant des jeunes de l'école, les intervenants tiennent à mettre un bémol. «On parle

beaucoup de taux de décrochage, mais il faudrait aussi parler du taux de rattrapage. Beaucoup de jeunes font le choix de quitter, mais beaucoup font aussi le choix d'aller vers l'éducation aux adultes», réalise Jocelyn. Étant donné la mauvaise réputation de l'école Pierre-Dupuy, il n'y a pas assez d'élèves inscrits pour qu'un cours de sciences de secondaire cinq soit offert cette année. «Que fait un élève qui veut se diriger vers les sciences pures? Il change d'école, prend des cours du soir ou prend directement le chemin de l'éducation aux adultes.»

«Pour nous, une chose est certaine, c'est que si l'on coupe quelque part, ce ne sera assurément pas dans les services aux jeunes : c'est notre priorité», termine Raul d'une voix convaincante.



Le projet T.R.I.P. est situé au 2000 rue Parthenais. Pour informations, téléphonez à la coordonnatrice Isabelle Boudreau au 514-596-5711, poste 1327.



CHRONIQUE DE LA VRAIE VIE

Saga ovarienne d'une quinquagénaire

Cylvie Gingras
Chroniqueuse de rue

Je vous dirai d'emblée que les femmes homosexuelles que je côtoie et moi-même n'avons pas l'habitude de consulter un gynécologue étant donné que nous ne sommes pas à risque sexuellement. Moi, j'ai toujours cru qu'en m'envoyant en l'air avec une femme, je ne courais aucun risque de contracter une MTS, ce que je nomme ironiquement une «maladie transmise sournoisement». À 50 ans, mon cycle mensuel «monstrueux» d'une durée de cinq jours, au cours desquels je suis en hémorragie durant trois jours, est réglé comme une horloge. N'étant même pas préménopausée, je me suis décidée d'aller passer une échographie pelvienne. Résultat : une masse de fibromes utérins! Pour ceux et celles qui ignorent ce à quoi ça ressemble, imaginez mon utérus comme une balle de golf qu'on aurait coupée en deux : une boule d'élastiques!!!

Donc, après avoir obtenu le résultat de l'échographie, j'ai pris un rendez-vous avec un gynécologue, dont le bureau se trouve à quelques rues de chez moi et qui opère à l'hôpital Fleury. Dans un premier temps, une jolie infirmière m'a fait un PAP test. Moi qui croyais joindre quelques fantasmes au désagréable, j'ai vite déchanté parce que tout ce que j'ai trouvé à dire, c'est «Aouch»!

Après l'examen, le gynécologue m'a donné deux options : la pose d'un stérilet ou l'ablation de l'endomètre, qui est la membrane de l'utérus. Le temps de me décider, il m'a prescrit du Cyclokapron, un anti-hémorragie. J'ai donc pris le médicament au cours du cycle «monstrueux» suivant. Résultat : tous mes maux de ventre se sont logés dans mes reins! Incapable de rester debout, assise et encore moins couchée sur le dos! Ma réflexion sur les deux choix qui s'offraient à moi ne m'a pas fait hésiter une seule seconde : ablation complète de l'endomètre.

Donc, la préposée à l'admission me téléphone un mercredi matin pour m'aviser que je serai opérée... deux jours plus tard! Nageant encore dans les vapes, je lui dit que je prendrai d'abord un café avant de la rappeler 20 minutes plus tard! Ce que je fais. Je la rappelle pour lui dire que je suis prête pour l'opération. Alors, ce vendredi-là, laissant de côté la demi-

**Dans un premier temps,
une jolie infirmière
m'a fait un PAP test.
Moi qui croyais joindre
quelques fantasmes au
désagréable, j'ai vite
déchanté parce que tout
ce que j'ai trouvé à dire,
c'est «Aouch»!**

finale de Roland-Garros, je me pointe à l'hôpital Fleury à 8 h 20. On m'assigne un lit, et une gentille infirmière se présente comme étant celle qui s'occupera de moi. Elle me demande si j'ai apporté mon pot d'urine. «Mais non! Je ne le savais pas!» Elle me demande si on m'a remis une brochure à la suite des examens préopératoires. Je lui montre la brochure en question et après l'avoir lue, elle m'apprend qu'on ne m'a pas remis la bonne brochure! Déjà que je suis furieuse de manquer la demi-finale de Roland Garros, ça commence plutôt mal!

Comme si ce n'était pas assez, dans le lit à ma droite se trouve une femme, accompagnée de son conjoint, qui ne cesse de parler et de parler et de parler. Pour ma part, lorsque l'infirmière m'avait demandé où était mon accompagnatrice, je lui avais répondu qu'elle viendrait me chercher après l'opération. J'avais

apporté un roman, histoire de relaxer un peu, mais le moulin à paroles à mes côtés me tombait royalement sur les ovaires! Je lui demande de façon impérative de baisser le ton, ne lui laissant pas le choix!

Pendant que l'infirmière me donne un comprimé à insérer dans mon vagin, pour ensuite me faire insérer un suppositoire anti-douleur dans le cul et une injection de pénicilline dans une fesse, plus un soluté dans une veine de la main gauche, j'apprends que je serai opérée en dernier.

Dans la salle d'opération, le gynécologue me demande ce que j'ai choisi comme intervention. Je lui réponds que c'est l'ablation de l'endomètre et dans ma petite tête à deux jaunes, je crois que je suis là pour ça. Mais non! D'abord il me fait une anesthésie locale et m'apprend qu'il fera un «nettoyage» avant. Derrière moi, une infirmière me tient par les épaules lorsque j'ai tendance à reculer sous l'effet de la douleur. En fait, dès que j'ai un mouvement de recul, elle me pousse vers l'avant de sa main droite pendant que sa gauche m'injecte un léger sédatif! Trois fois plutôt qu'une!

Pendant l'«hystériscopie» — sorte de lunette télescopique voyageant à l'intérieur de ma tuyauterie féminine —, l'assistante du gynécologue commence à me faire la conversation, histoire

de me changer les idées alors qu'on n'arrive pas à m'anesthésier! Elle répète mon nom comme un mantra avant de me dire : «Ah oui! Là, je me souviens de toi! Est-ce que ton père s'appelait Marcel?» Avant de lui répondre affirmativement, j'apprends qu'il y a trois polypes (des petites masses de chair) sur le col de mon utérus. Et là, j'entends le bruit des ciseaux qui les coupent! Aouch! L'assistante poursuit son questionnement : «Ton père était marié avec une telle? Ils demeuraient sur la rue Amos?» J'acquiesce et je lui dis : «T'es qui toi?» Elle se nomme. Je lui dis que je ne la connais pas. Elle ajoute : «Tu restes sur Parthenais, juste à côté de l'hôpital, et je te vois passer tous les jours!» Finalement, j'apprends que sa mère était la meilleure amie de ma belle-mère. Que ma belle-mère ait eu une meilleure amie me sidérant au plus haut point, j'éclate de rire! Rendue là, je ne souhaite qu'une chose : qu'elle ne me parle pas de L'itinéraire! C'est bien beau entrer dans l'intimité d'une personne, mais là, ç'en était gênant, même si le monde est aussi petit que l'entrée de ma tuyauterie féminine.

Après le coupage de polypes et le curetage — re-aouch! —, je n'ai jamais compris pourquoi on m'avait mise dans la salle de réveil puisqu'on n'avait même pas réussi à m'endormir! Enfin arrivée dans ma chambre, le moulin à paroles étant parti, je pouvais enfin respirer. Je m'assois sur le bord du lit pour m'habiller pendant que la gentille infirmière téléphone à mon accompagnatrice. Vous auriez dû voir la marée rouge imbiber le drap blanc! Je panique, j'appelle au secours l'infirmière qui, à défaut de me remettre la bonne brochure, me fournit une paire de bobettes et des serviettes sanitaires. Ma chum était toute étonnée de me voir là, debout, complètement maîtresse des mes moyens cérébraux, mais loin d'être dans une forme physique exceptionnelle. Je n'avais qu'une envie : rentrer chez moi. Mais le cardiologue voulait me rencontrer. Je ne fais ni un ni deux et je dis à mon infirmière : «Je pense que c'est assez pour aujourd'hui! Vous direz à sa secrétaire de me téléphoner et je viendrai le rencontrer.»

Nouveau
MagDVD Le 3^e Œil Hiver 2008



La quatrième édition du magDVD Le 3^e Œil est maintenant en vente. Procurez-vous ce magazine socio-culturel produit par des jeunes de la rue auprès de votre camelot, au prix de 5\$, ou commandez-le au www.itineraire.ca au prix de 15 \$ (un don de 10 \$ est alors inclus pour assurer le succès de ce projet aidant les jeunes à se sortir de la rue).

HISTOIRE

DANSE

THÉÂTRE

CINÉMA

LIVRES

MUSIQUE

91,3 fm

Tout en culture!

Radio Ville-Marie, CIRA-FM
Tél.: (514) 382-3913 Ext. Sans frais 1-877-668-6601

Demandez votre feuillet de la programmation (514) 382-3913



Quand pauvreté ne rime pas avec santé

Depuis quelques années, la santé est l'une des priorités du gouvernement du Québec. Pour répondre aux besoins grandissants de la population et du réseau, des montants sans précédent sont injectés dans ce secteur. Certes, ces investissements sont importants. Cependant, jamais nous ne pourrions nous targuer que la population du Québec est en santé tant que les pauvres resteront pauvres...

Cinq ans après l'adoption à l'unanimité par le gouvernement du Québec de la loi 112, *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, la pauvreté demeure – pire, les pauvres s'appauvrissent! – et les investissements dans le domaine de la santé ne sont pas suffisants pour en enrayer les conséquences, comme le mentionne le *Troisième rapport sur l'état de santé de la population au Québec*¹.

En effet, en raison de la pauvreté, une plus grande proportion de personnes, jeunes et adultes, vit de la détresse psychologique; un nombre considérable d'enfants sont de faible poids à la naissance, ont des difficultés d'apprentissage et des troubles de comportement, les parents ont une plus forte propension à souffrir de dépression grave, etc².

De plus, les dernières statistiques des banques alimentaires le démontrent: une grande proportion de la population à Montréal a faim, ce qui n'est pas sans conséquence sur leur santé. En effet, «pour l'année 2007, l'île de Montréal a connu une hausse de 2,5% de l'utilisation de l'aide alimentaire»³.

Pour lutter réellement contre la pauvreté, il faut plus que des investissements en santé. Le gouvernement du Québec doit prendre les mesures nécessaires, lesquelles auront un impact concret sur les personnes qui vivent avec aussi peu que 580\$ par mois.

Le gouvernement connaît les demandes exprimées par les groupes de défense des droits: la pleine indexation des prestations d'aide sociale, l'augmentation du salaire minimum, une tarification sociale dans le transport en commun⁴, etc.

En ce début d'année, le RAPSIM souhaite rappeler à Jean Charest et aux partis de l'opposition qu'ils doivent agir en ce sens. Le *statu quo* actuel entraîne les conséquences ci-dessus et tant d'autres encore... Si on souhaite que la population du Québec soit réellement en santé, nous nous devons d'ouvrir les yeux et d'investir dans des mesures en amont de la problématique. Sinon, nous continuerons d'injecter de l'argent dans ce secteur, mais ces efforts seront anéantis par la pauvreté qui est pratiquement érigée en système et qui touche des milliers de personnes.

Souhaitons-nous une année 2008 où la pauvreté reculera et où la charité ne sera plus la solution pour combler les besoins essentiels de tous ceux et celles qui vivent sous le seuil de faible revenu! Un niveau de vie décent est un droit! M. Charest, vous devez d'agir!

Solidairement,
Marjolaine Despars,
pour l'équipe du RAPSIM

¹Vous trouverez le rapport complet sur le site du Ministère de la Santé et des Services sociaux au www.msss.gouv.qc.ca dans la section Documentation (il faut ensuite aller dans la sous-section Publications)

²Tiré du rapport cité ci-dessus.

³Le Tour d'y voir, quotidien communautaire, «Les banques alimentaires, des organismes toujours aussi indispensables», 9 novembre 2007, 9^e année, n° 561.

⁴La tarification sociale suppose que les personnes à faible revenu pourraient bénéficier d'un tarif réduit lors de l'achat de titres de transport. Cette revendication est d'autant plus importante lorsqu'on sait que les personnes à faible revenu – qu'elles soient assistées sociales, au chômage ou travaillant au salaire minimum – disposent de très peu d'argent pour se déplacer après avoir payé le loyer, les factures, etc.

Marie-Josée Richard

Pac-Man nouveau genre!

Terry Lavender est cet étudiant de Vancouver qui a inventé le jeu vidéo « Homeless: It's No Game » (« L'itinérance: ça n'est pas un jeu ») afin de sensibiliser les jeunes à la réalité des sans-abri. L'objectif du jeu est de survivre 24 heures dans la rue. Lutter contre la faim, chercher un refuge et regagner l'estime de vous-même deviendront vos défis quotidiens. Mais la partie ne sera pas gagnée d'avance : les politiciens, les automobilistes, les accros au *crystal meth* et au crack et les chiens enragés ne vous rendront pas la vie facile. Pour entrer dans la peau d'un sans-logis,

visitez www.homelessgame.net
Source : *This Magazine*

Cybercafés japonais habités 24 heures sur 24

Le pays du soleil levant fait face à un problème surprenant : des jeunes sans-abri auraient élu domicile dans des cybercafés ouverts 24 heures sur 24. Trop pauvres pour se louer un appartement, ces jeunes pourraient profiter pour 28 \$ d'un accès Internet pendant cinq heures, de divans, de distributeurs de boissons gazeuses, d'un repas et même parfois de douches. Initialement, ces services avaient été conçus pour dépanner les employés de bureau de la banlieue ayant raté leur dernier train et contraints à rester en ville pour la nuit.

Source : *Agence France-Presse*

Un loyer d'abord!

À Boston, comme dans 150 autres villes aux États-Unis, on croit au projet *Housing First*. Le concept : fournir un loyer aux sans-abri chroniques, sans attendre qu'ils soient sobres. Selon l'initiateur de ce programme, le Dr Sam Tsemberis, cette étape est l'assise permettant aux itinérants de faire face à leurs problèmes. C'est 10 à 20% de la population itinérante qui circule sans fin entre la rue, les refuges, la prison et les salles d'urgence; cette approche originale pourrait donc mettre fin à ce cercle vicieux. Certaines études avancent déjà qu'au niveau du coût, compte tenu des bénéfices, le jeu en vaut la chandelle...

Source : *The Boston Globe*

Toronto et le Syndrome du donneur fatigué

La hausse du nombre de mendiants dans les rues de Toronto a coïncidé avec une escalade de violence. La raison? Certains n'obtiennent pas un sou même après cinq heures de « travail », d'autres se voient obligés de partager leurs recettes pour avoir « loué » un coin de rue à un autre mendiant. Bref, les dollars des passants n'arrivent plus à satisfaire à la demande et à calmer les esprits échauffés. Récemment, quatre mendiants ont battu à mort une touriste qui n'avait pas daigné leur donner de l'argent. Résultat : les Torontois se font plus méfiants, les policiers augmentent leur distribution de contraventions aux itinérants pour avoir laissé des papiers par terre ou pour avoir entravé le passage des piétons sur les trottoirs. On songerait même à interdire l'action de mendier.

Source : *The Globe and Mail*

Les grands gagnants du syndicalisme



Martine Letarte

Les grandes vagues de syndicalisation qui ont balayé le Québec au fil des ans ont changé le visage du marché du travail. Augmentations de salaires, assurances collectives, vacances: les avancées ont été considérables. Si tous les secteurs où les syndicats se sont imposés ont vu leurs conditions de travail s'améliorer, le domaine public et parapublic, ainsi que le secteur manufacturier ont bénéficié des plus grands acquis, selon les spécialistes rencontrés. Toutefois, ces gains s'effritent depuis une vingtaine d'années.

Avant 1964, les fonctionnaires québécois n'avaient tout simplement pas le droit de se syndiquer. «La Reine ne négociait pas avec ses sujets», disait Jean Lesage, le premier ministre du Québec de l'époque, rappelle l'historien Jacques Rouillard. Portés par le vent de la Révolution tranquille qui soufflait sur la province à cette époque, les employés de l'État ont tout de même formé le Syndicat des fonctionnaires provinciaux et réclamaient les mêmes droits que les



autres travailleurs : s'affilier à une centrale syndicale, négocier et même déclencher une grève.

Les enseignants de même que les employés du secteur de la santé et des services sociaux avaient le droit de se syndiquer et de négocier avec leur employeur depuis 1944, mais ils se sont joints au mouvement protestataire pour gagner le droit de grève. Les grandes centrales syndicales se sont aussi fortement mobilisées et le gouvernement a finalement cédé en 1964 avec l'adoption du Code du travail. Le gouvernement fédéral a ensuite reconnu, deux ans plus tard, le droit à la syndicalisation et à la grève pour ses fonctionnaires.

«Une fois ces droits acquis, le taux de syndicalisation dans ces secteurs a monté en flèche et les conditions de travail se sont améliorées considérablement. Entre les années 1970 et 1980, les travailleurs des secteurs publics et parapublics ont

vu leurs salaires augmenter et dépasser ceux du secteur privé, à un point tel que le Conseil du patronat se plaignait de ne plus être en mesure d'aller chercher de bons travailleurs», se rappelle Jean-Marc Pottle, sociologue spécialisé en syndicalisme et professeur de science politique à l'UQAM.

Le spécialiste précise toutefois qu'aujourd'hui, ces secteurs en ont beaucoup perdu en raison de la création, en 1982, du Conseil des services essentiels, «avec lequel pratiquement tout est devenu essentiel», ce qui a eu comme résultat de faire perdre aux syndicats presque tout moyen de pression.

Le secteur manufacturier

Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), pense d'abord au secteur manufacturier lorsqu'on lui demande qui a le plus gagné avec les syndicats. «Ces emplois sont en difficulté aujourd'hui en

raison de la mondialisation débridée que nous vivons, mais on doit se rappeler que ces travailleurs ont vu leurs conditions de travail s'améliorer considérablement grâce aux syndicats.»

En plus d'avoir joué un grand rôle dans l'adoption de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, qui a fait toute une différence dans la vie des employés d'usine, les syndicats ont considérablement amélioré la qualité de vie de ces travailleurs. «Nous avons amené les assurances collectives, les vacances, les caisses de retraite et des salaires décents dans les usines, en plus d'avoir abaissé la semaine de travail à 40 heures, indique M. Massé. Maintenant, nous devons nous battre âprement pour défendre nos acquis, malgré la période difficile que nous traversons.»

L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC 2006

Les hommes non syndiqués gagnent en moyenne 3,02 \$ l'heure (14 %) de moins que les hommes syndiqués

Les hommes non syndiqués gagnent en moyenne 3,02 \$ l'heure (14 %) de moins que les hommes syndiqués

Les hommes non syndiqués gagnent en moyenne 3,02 \$ l'heure (14 %) de moins que les hommes syndiqués

Les femmes non syndiquées gagnent en moyenne 5,16 \$ l'heure (25 %) de moins que les femmes syndiquées

Les femmes non syndiquées gagnent en moyenne 5,16 \$ l'heure (25 %) de moins que les femmes syndiquées

Les femmes non syndiquées gagnent en moyenne 5,16 \$ l'heure (25 %) de moins que les femmes syndiquées

UN SYNDICAT  CSN
POUR SE FAIRE
RESPECTER

Service de syndicalisation CSN :

Tél. : 514 598-2283

Courriel : syndicalisation.reception@csn.qc.ca

www.csn.qc.ca



Pierre Goupil
Camelot, rue Masson (SAQ)

Écoute fiston, j'ai déjà eu des morpions

Est-ce que la vie est un leurre, mon p'tit frère? Il ne faut pas se réduire pour «fitter» dans la case. Tu le sais, il ne faut plus. Mais tout au fond de moi, le noir profond.

Qu'il soit entendu que malgré quelques tendances suicidaires, souvent détournées par la création, je jure sur ma propre tête de ne jamais me donner la mort, sauf en cas de souffrances physiques intolérables... et encore. Ceux qui connaissent une partie de mon «cheminement» savent que j'en ai bavé, mais aussi que j'ai joué profondément, notamment de toutes les rencontres au cours de ce séjour sur terre que la vie me permet de prolonger. La mort, inéluctable, me donne comme en négatif les énergies physiques et mentales pour vivre une autre vie quotidienne que celle à laquelle nous obligent les médias convergents et autres divertissements de l'époque des pitons.

L'enjeu est planétaire. Nombreux sont ceux qui s'opposent à la volonté maladroite, très à droite, des USA. FUCK THE WAR! QUE VIVE LA PAIX!

«La fin de l'homme ne sera pas la fin du monde», chante Daniel Bélanger sur son dernier CD *L'échec du matériel*. Il faut être un maître pour livrer la «marchandise» pop rock et tout à la fois faire réfléchir... ce qui n'est pas peu dire en ces temps de «pitionite» aiguë.



Benoît
Camelot, métro Radisson
benoit_f_18@hotmail.com

Résolution ou révolution

Naturellement, j'en ai beaucoup! Mais avant tout, il faut qu'elles soient réalistes et réalisables. Il faut que j'améliore ma santé fragile, en passant par mon alimentation, et aussi ma qualité de vie, autrement dit ne pas perdre la tête, car je suis souvent anxieux et nerveux. Voici la recette pour que les résolutions puissent aboutir.

1. Il faut se fixer des objectifs.
2. Il faut fixer une date précise pour les atteindre.
3. Il faut se poser les questions suivantes : Réaliste ou non? Réalisable ou non?
4. Enfin, il faut être décidé et se donner les moyens pour le faire.

Pour ma part, je devrais manger plus de fruits, de salades et de légumes frais, mais c'est dispendieux et il y a une question de temps.

Et vous, avez-vous une ou des résolutions? Puis-je vous en proposer une: encouragez un camelot en achetant *L'itinéraire*, le magazine bimensuel, car le camelot ne quête pas et il vous offre un produit de libre expression à un prix des plus abordables, autrement dit un moyen de s'en sortir pour les femmes et hommes camelots du Grand Montréal, qui vous font ainsi profiter de plein d'articles et de textes intéressants. MERCI! BONNE ANNÉE À TOUS!



Linda Pelletier
Camelot, av. de Bordeaux/
du Mont-Royal

Supranationalisme

Trois murés frères et sœurs par le supranationalisme
Communiquant dans une langue universelle : voilà!
Faire du cocooning à naviguer sur le net ; clivée
Quand je sors et vois de réelles personnes,
je suis mêlée
Où regarder? Quel est leur univers? Marottes? Ismes?
Ne me parlez pas, je ne comprends pas : paranoïa!

Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti
Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti

Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?
Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?
Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?

Tous murés frères et sœurs par le supranationalisme
Communiquant dans une langue universelle : voilà!
Faire du cocooning à naviguer sur le Net ; clivée
Quand je sors et vois de réelles personnes,
je suis mêlée
Où regarder? Quel est leur univers? Marottes? Ismes?
Ne me parlez pas, je ne comprends pas : paranoïa!

Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti
Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti

Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?
Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?
Y'a un traducteur dans la salle cosmopolitismal?

Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti
Tahoma czech palatino sylfaen tunga script raavi
Wingdings trebuchet lucida latha fren shruti



Retrouvez une dizaine de camelots dans le nouveau magDVD *Le 3^e Œil*, en vente à tous les bons coins de rue!



Nicky
Camelot, Parthenais/Mont-Royal

Nouvelle année, nouveau départ

Tiens, une revenante! Eh oui, si ça fait longtemps que je vous ai écrit, c'est que j'ai été très occupée à mille et une choses, parmi lesquelles du bénévolat à l'église Saint-Stanislas pour organiser un de leurs bazars (rue Gilford, entre Garnier et de Lanaudière). Suite à une baisse d'énergie due à de la fatigue accumulée, un rhume a eu raison de moi et m'a mise sur le... un bon bout. Ça m'a permis de réfléchir davantage à mon avenir politique en tant que candidate du Bloc Pot et du Parti Marijuana, pour en venir à la conclusion que je prends ma retraite. J'ai quand même vécu une belle expérience, j'ai participé à quatre élections générales, soit deux au provincial et deux au fédéral. Ouf, ma pension ne sera pas grosse! (Éclat de rire)

Autre réflexion sur une proposition, de longue date, de partage de logement temporaire en attendant d'avoir un logement à moi. Chose certaine, j'y serai mieux qu'ici et plus en sécurité. Et comme c'est tout près, vous continuerez à me voir sur le Plateau.

Je vous souhaite à tous et à toutes une bonne et heureuse année 2008, ainsi qu'à tous ceux que j'aime : mes parents et ma petite sœur de Québec que je ne vois pas assez souvent, ainsi que mon amie Nicole Berthiaume de La Conception. Bonne année à tous mes "chums" de filles et de gars, à mes pompiers (caserne 26), à toutes mes connaissances du milieu artistique, à tous les camelots et à l'équipe du journal *L'itinéraire*.



Yvon Massicotte
Camelot, métro Côte-des-Neiges (Renaud-Bray)

Mes mots à moi

Les mots que nous prononçons ne sont que des instruments que nous avons inventés pour communiquer. Le fond de notre pensée ne se lit pas sur notre visage. Chaque personne a sa propre interprétation des choses, ses propres états d'âme qui ne peuvent être interprétés que par elle-même en premier lieu. C'est pourquoi le fait de porter un jugement ne se fait pas, selon moi. J'ai quand même développé une certaine habileté à lire ces états d'âme. Cela m'aide à ne pas perdre mon temps et à effectuer mon travail plus efficacement. J'ai le privilège de choisir mon emploi du temps, ce qui est encore plus facile à la retraite.

Merci à tous ceux qui ont cru, et qui j'espère continueront à croire en moi et en tous mes collègues, à nous encourager à poursuivre notre objectif de réussite. Pour l'instant, en ce qui me concerne, c'est «septembre 2008, l'université» que je vise. J'ai tout mon temps. C'est tous ceux qui m'ont lu qui m'aideront à avancer. À l'occasion des Fêtes, meilleurs vœux de bonheur à tous. Joyeuses Fêtes.



Mario Le Couffe
Camelot, Sanguinet/Ste-Catherine

Le froid

Eh mec! Moi je connais ça les engelures, les grelottements, l'œil qui voit à peine, le lobe de l'oreille qui s'incendie, les pieds qui conspirent contre le cœur. Mais que nous veut-il? Après l'accablante chaleur de juillet... le froid est pervers mais il permet de se rattraper. Une, deux, trois couches, le cou recouvert, le chef (tête) bien entouré, les mains emmitouflées, les pieds prêts pour le Pôle Nord... Mais le cœur s'il est triste, que fait-on? On court, on court pour le réchauffer, car le froid n'a pas d'amis; il est. C'est sa vie, touchez-le un peu trop et il montrera de quoi il est fait. Malheureusement, au Québec, c'est notre conjoint. Parlez-en aux itinérants. S'ils ne sont pas mariés avec, c'est qu'ils ont trouvé un gîte un *home*, des couvertures pour se couvrir, un pseudo-logement où la vie est fugace. Et dire que parmi ces gens, y'en a qui ont connu la douceur d'un foyer. Seulement, le froid n'a pas d'amis.

Que ceux et celles qui liront ce propos sur le temps osent donc jeter un coup d'œil à ceux et celles qui meurent de froid, ou qui en souffrent énormément. Ce n'est pas une invention, c'est la réalité. Mais où dormir, cette nuit!?!

Danielle Ndeze
Camelot

Une nouvelle chance

Je considère que je suis une bonne marcheuse et que j'ai assez d'entregent pour aborder les passants, c'est pourquoi je me suis lancée dans l'aventure de la vente du journal *L'itinéraire* avec enthousiasme. Je suis originaire du Congo et cela faisait quelque temps que je n'avais pas travaillé. Mais je suis et j'ai toujours été sensible aux grandes causes. C'est donc avec joie que j'ai décidé de vendre un journal qui pouvait aider d'autres êtres humains à se remettre sur pied. Et moi aussi, bien entendu. Car j'avais besoin de *L'itinéraire* aussi. Cela m'a fait du bien de briser la glace, de m'adresser aux passants en leur demandant de poser un geste. En travaillant, j'oubliais mes propres problèmes, mon congé de maladie, la timidité qui est devenue une seconde nature pour moi. J'avais la chance de vendre dans un environnement sympathique (le marché Atwater et le métro Lionel-Groulx). J'essayais de mettre de l'avant la chaleur humaine que mon superviseur m'avait témoignée. Je me souvenais d'autres témoignages que j'avais moi-même lus dans d'autres numéros. Je pensais que dans la vie, il arrive à tout le monde d'avoir son quota d'ennuis, mais que ce qui importait le plus était l'énergie avec laquelle on décidait de s'en sortir. Dans mon pays d'origine, la vie avait ses difficultés, mais ici aussi j'ai été confrontée à l'hiver, à la solitude, à un monde qui semblait aller plus vite que moi et que je ne pouvais suivre.

Qu'importe, j'ai essayé de garder, malgré tout, le sens de l'humour et le désir d'aller de l'avant. À travers ceci, je m'exprime et cela met en marche mes capacités, ma combativité.

La biodiversité doit être une priorité

Jérôme Savary

La biodiversité de la grande région montréalaise est la plus riche de tout le Québec, mais elle est en danger. «À cause de l'étalement urbain, les milieux naturels de l'érablière à caryer¹ sont en voie de disparition», indique Guy Garand, l'un des porte-parole pour la création d'un parc écologique de l'Archipel de Montréal. Une cinquantaine d'organismes environnementaux se sont regroupés pour demander aux différents paliers de gouvernement de protéger 12% de ce territoire², ce qui est bien au-delà des maigres 8% visés par le gouvernement du Québec.

Plus de la moitié des Québécois vivent dans le sud-ouest du Québec. Le domaine bioclimatique de l'érablière à caryer correspond au peuplement naturel de ce territoire et est caractérisé par une flore et une faune très diversifiées. «Ces milieux naturels ont des effets positifs sur notre environnement, notamment dans la lutte contre les changements climatiques», précise Guy Garand.

Cet environnement est continuellement sous la pression des développements résidentiels, industriels, commerciaux et de l'exploitation agricole. Au Québec, la survie de certaines espèces animales est menacée, comme celle du carcajou, et d'autres ont déjà disparu. C'est le cas de la tourte (ou pigeon voyageur), qui était l'oiseau le plus abondant en Amérique du Nord au XIX^e siècle. Pourtant, à la différence de certains États des États-Unis ou de l'Allemagne, où 30% du territoire est officiellement protégé, le Québec ne comprend que 3% d'aires protégées! Sans compter que celles-ci sont principalement concentrées au nord de la province, où vivent peu de Québécois et où la biodiversité est moins riche.

«Les citoyens ne savent pas que certains boisés, auxquels ils sont très attachés, pourraient être rasés en toute impunité si leurs propriétaires privés le décidaient», prévient M. Garand. Au total, le parc écologique prévoit la protection, la conservation et la mise en valeur d'une centaine de sites répartis sur le domaine de l'érablière à caryer. C'est ainsi le cas du Bois de l'Équerre, à Laval, où les citoyens sont nombreux à pratiquer des loisirs de plein

**À la différence
de certains États
des États-Unis ou
de l'Allemagne, où
30% du territoire est
officiellement protégé,
le Québec ne comprend
que 3% d'aires
protégées!**

air comme le ski de fond. Les défenseurs du projet d'un parc écologique de l'Archipel de Montréal souhaitent protéger ce boisé, car ces 190 hectares de milieux naturels appartiennent à des propriétaires privés.

Laval, mauvais élève

Laval investit très peu d'efforts dans la protection de ses milieux naturels. Moins de 1% de son territoire est protégé. Selon M. Garand, qui est également directeur général du Conseil régional de l'environnement de Laval, la ville de banlieue pourrait protéger l'équivalent de 13% de son territoire, mais le maire de Laval semble peu touché par ces préoccupations vertes. C'est pourtant une priorité pour ce territoire où les pressions de développement économique et immobilier sont très fortes.

À l'inverse, Guy Garand félicite la ville de Longueuil, qui s'est dotée d'une véritable politique de protection, de conservation et de mise en valeur des milieux naturels en 2005, ce qui constitue une première au Québec. Ainsi, 13% du territoire de Longueuil est protégé.

□□□

¹ Le site de l'érablière à caryer est un territoire de 14 500 km², allant de la ville de Saint-Jérôme à l'extrémité sud de la Montérégie.

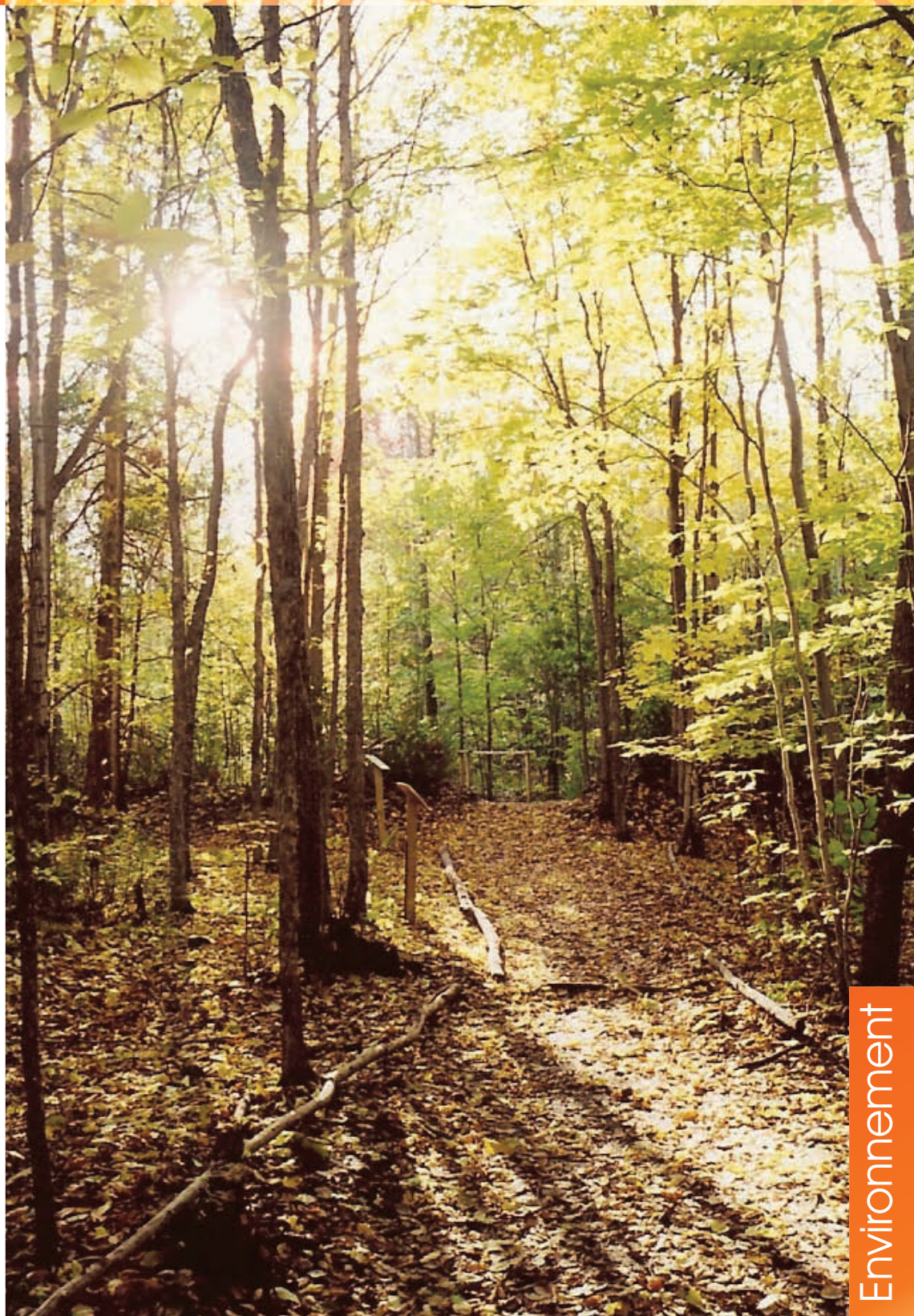
² L'Union internationale pour la conservation de la nature, qui fait figure de référence sur le sujet et dont le Canada est membre, a établi un objectif de protection de 12%.



Guy Garand, l'un des porte-parole pour la création d'un parc écologique de l'Archipel de Montréal.

Et l'île de Montréal?

Actuellement, un peu moins de 4% du territoire de la métropole est protégé. Selon Guy Garand, le boisé Angell, à Beaconsfield, et les quatre îles situées dans le prolongement du ruisseau De Montigny, au nord de l'hôpital Rivière-des-Prairies, figurent parmi les milieux naturels à protéger en priorité.



Le Bois de l'Équerre, à Laval, ne fait pas encore partie des aires protégées.

Burundi: Les enfants de la guerre

Martine Letarte

Depuis des décennies, le Burundi est prisonnier d'un cycle de violence marqué par certains points culminants où les tueries entre différents groupes ethniques ont pris des allures génocidaires. Dans un tel contexte, les jeunes représentent à la fois un espoir de paix et une menace, puisqu'ils sont facilement manipulables par les groupes armés. D'où l'importance d'investir du temps et de l'argent pour les jeunes. C'est ce que fait l'organisme Développement et Paix avec le Centre des jeunes de Kamenge (CJK), grâce au soutien de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Non sans rappeler le génocide qu'a connu son voisin le Rwanda, le Burundi vit de grands conflits interethniques, entre Hutu et Tutsi. «Depuis 1993, il y a eu environ 400 000 morts dont beaucoup d'adultes. Ainsi, la population du Burundi compte 60% de jeunes dont plusieurs ont perdu leurs parents», explique Guy Des Aulniers, chargé de programme chez Développement et Paix.

Les jeunes burundais se retrouvent donc souvent chez un membre de leur famille éloignée ou encore à la rue. La grande majorité ne va pas à l'école et doit se débrouiller pour gagner des sous. Brisés par la guerre, les jeunes sont donc des proies faciles pour les groupes armés. «Les jeunes errent, cherchent quelque chose à faire pour s'occuper. Les membres de groupes armés les repèrent, leur mettent un fusil entre les mains et les incitent à faire des attaques», affirme M. Des Aulniers.

Offrir autre chose aux jeunes

Dans les quartiers nord de Bujumbura, la capitale du Burundi, le CJK a décidé d'offrir d'autres voies aux enfants et aux adolescents. «Le Centre, qui a vu le jour au début des années 1990, est situé au cœur de six quartiers qui étaient très ethniciés à l'époque. Ces quartiers sont très pauvres et les gens y ont des conditions de vie épouvantables. L'objectif du CJK est d'apprendre aux jeunes, de différentes ethnies, à vivre ensemble et à travailler les uns avec les autres pour construire le pays», indique M. Des Aulniers.

Le CJK ressemble à un grand centre communautaire qui offre différentes

activités aux jeunes. En plus de ses nombreuses salles intérieures, des terrains de soccer et de basketball y sont aménagés. Aux 1 500 jeunes qui y passent chaque jour, le CJK offre une soixantaine d'activités quotidiennes, des cours de langues aux activités sportives en passant par l'informatique et les droits de la personne.

«Depuis 1993, il y a eu environ 400 000 morts dont beaucoup d'adultes. Ainsi, la population du Burundi compte 60% de jeunes dont plusieurs ont perdu leurs parents»

— Guy Des Aulniers, chargé de programme chez Développement et Paix

Pour pouvoir participer aux activités du CJK, les jeunes doivent se procurer une carte de membre. «C'est gratuit, mais les jeunes doivent s'inscrire à des ateliers et s'engager à y participer. Lorsqu'un jeune fonctionne bien au centre, il peut éventuellement devenir animateur. C'est donc très formateur pour eux», affirme Guy Des Aulniers.

De plus, à la demande des autorités du pays, les animateurs du CJK se déplacent sur le terrain, dans les écoles et auprès des communautés religieuses. «Le but de

ces rencontres est d'arriver à rapprocher les gens, à les faire travailler ensemble, à améliorer la situation générale du quartier et à régler des problèmes précis. Les animateurs organisent également des événements, comme des matchs de soccer, toujours pour rapprocher les gens», poursuit-il.

Du changement dans les quartiers

Au cours de sa quinzaine d'années de présence dans ces quartiers sensibles, le CJK a vu la population se transformer sous ses yeux. Le Centre a réussi à faire comprendre à la population des quartiers nord que la question ethnique est une manipulation provenant de ceux qui sont au pouvoir et que, peu importe qui était au gouvernement, ils en étaient exclus en raison de leur pauvreté.

«Les quartiers qui étaient auparavant très ethniciés sont devenus beaucoup plus mixtes et les gens sont plus solidaires, peu importe qu'ils soient Tutsi ou Hutu. La preuve, c'est qu'en 2004 et 2005, des attaques importantes ont eu lieu dans les villages par des groupes armés et les villageois, au lieu de se joindre aux actes de violence comme c'était le cas auparavant, se sont entraidés», se réjouit M. Des Aulniers.

Les jeunes qui fréquentent le CJK ne croient plus que la seule façon de se sortir de la misère est d'être membres des groupes armés. «Ils ont appris qu'ils pouvaient faire autre chose. Grâce à leur bonne formation, plusieurs portes s'ouvrent à eux. En plus d'avoir la possibilité de devenir animateurs au Centre, ces jeunes



Déroulement d'un chantier de paix au centre de jeunes de Kamenge.

sont recrutés par différentes organisations non gouvernementales (ONG), comme Care International, pour travailler dans le domaine du développement parce qu'ils comprennent bien la situation politique du pays et ont de bonnes valeurs», affirme-t-il.

Ainsi, dans les quartiers nord, de moins en moins de jeunes se joignent aux groupes armés et les affrontements ont diminué. Un nombre croissant de jeunes cherchent à fonder des familles et à apporter des choses positives à la société. C'est donc tout le climat des quartiers qui a changé.

Des résultats qui dérangent

Évidemment, de tels résultats dérangent. «Pour les groupes armés, le CJK est un

obstacle à la guerre. Ça ne fait pas leur affaire. Après les grands massacres de 1993, le Centre a été menacé d'attentats à la bombe. Toutefois, au fil des ans, il est arrivé très peu d'incidents malheureux au CJK si on prend en considération tout ce qu'il a réalisé», soutient le chargé de programme de Développement et Paix qui se rend au Burundi quelques fois par année pour constater l'évolution du travail.

Malgré les menaces, le CJK continue donc son travail et est récompensé de différentes façons. En 2002, il a reçu le Prix Nobel alternatif de la paix pour son exemple de courage indomptable qui prouve que malgré des années de guerre civile, les jeunes de différentes ethnies peuvent vivre et construire leur futur ensemble

dans la paix et l'harmonie. En 10 ans, le CJK a vu le nombre de ses membres passer de 18 000 à 28 000. «Un succès incontournable qui nous pousse à poursuivre, année après année, notre travail avec eux», ajoute M. Des Aulniers.

Cet article est produit en collaboration avec le gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Vaccin contre la grippe

Une piqûre lucrative

Josée-Ann Moisan

Collaboration spéciale avec le

Montréal Campus (Journal étudiant de l'UQAM)

La vaccination contre l'influenza est très lucrative pour les médecins. Payé 0,26 \$ et moins la dose et revendu entre 15\$ et 50\$, ces vaccins permettent aux toubibs de s'en mettre plein les poches.

Avec le retour de l'hiver surgit la grippe. Au Québec, la vaccination contre l'influenza est offerte gratuitement chaque année aux bébés de six mois à deux ans, aux malades chroniques et à leurs proches, aux personnes de 60 ans et plus, ainsi qu'au personnel médical. Les personnes qui n'appartiennent à aucune de ces catégories doivent payer pour recevoir l'injection.

Les médecins œuvrant en cabinet privé paient un montant dérisoire pour l'achat des doses de vaccin. Une trentaine d'entre eux, interrogés par le Montréal Campus et L'itinéraire, demandent entre 15\$ et 50\$ pour un vaccin contre l'influenza (voir encadré), alors qu'ils paient seulement 0,26\$ par dose pour l'achat de 100 doses et plus. Le montant facturé aux patients comprend la seringue, l'aiguille et le tampon d'alcool désinfectant. Le coût total de ce matériel est d'au plus 5\$. Le commerce de la piqûre est donc très lucratif pour les médecins.

La compagnie CGF Pharmatech fournit la plupart des vaccins contre l'influenza aux médecins de l'île de Montréal. Le prix de base est de 26\$ pour l'achat de 100 fioles. Chaque tranche supplémentaire de 100 doses coûte 5\$, jusqu'à concurrence de 300. Au-delà de ce nombre, une série de 100 éprouvettes coûte 6\$ (voir encadré).

Contrairement à plusieurs médicaments, les frais facturés aux patients pour les vaccins ne sont pas déterminés par la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ). «Il n'y a aucun montant minimum ou maximum imposé», indique le porte-parole de la Fédération, Michel Desrosiers. «Un omnipraticien a le droit de récupérer un montant raisonnable des injections en fonction de leurs coûts, explique-t-il. Si un patient trouve le

montant trop élevé, il peut demander au médecin de justifier les frais facturés. S'il n'est pas satisfait des explications, il peut s'adresser au Collège des médecins.»

Selon le Dr Desrosiers, le coût du vaccin varie aussi selon la source d'approvisionnement. «Le prix comprend les frais de livraison, de stockage et les pertes, ajoute-t-il. D'autres vaccins sont encore plus dispendieux que celui contre la grippe. Celui contre le virus du papillome humain, par exemple, peut coûter jusqu'à 200\$ la dose.»

«Il est possible qu'aucun médecin ne soit impliqué dans le processus et qu'un infirmier administre le vaccin. C'est alors un service non assuré pour lequel la clinique peut charger des frais en plus du coût du vaccin.»

—Michel Desrosiers, porte-parole de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Selon la porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux, Hélène Gingras, les patients devraient payer entre 20\$ et 25\$ pour le vaccin antigrippal. «Le prix est tout de même une décision qui appartient aux médecins», précise-t-elle. Elle rappelle, par ailleurs, que le vaccin est donné gratuitement à une grande partie de la population. «La campagne couvre toutes les personnes à risque.»

Double paiement

Habituellement, un professionnel de la santé ne peut exiger un montant d'argent de ses patients, en plus de la compensation de 35\$ qu'il reçoit de la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ). Pourtant, les médecins qui vendent le vaccin contre la grippe obtiennent aussi un remboursement de la RAMQ, pour l'examen primaire qu'ils effectuent avant d'administrer la dose.

Quelques cliniques n'exigent toutefois pas la carte d'assurance maladie lors du rendez-vous de vaccination. «Il est possible qu'aucun médecin ne soit impliqué dans le processus et qu'un infirmier administre le vaccin, explique Michel Desrosiers. C'est alors un service non assuré pour lequel la clinique peut charger des frais en plus du coût du vaccin.»

La plupart des médecins contactés ont expliqué que le montant exigé de leurs patients sert à payer les instruments nécessaires à l'administration du vaccin. Certains ont aussi affirmé que la somme demandée couvre les services de leur secrétaire médicale et une partie de leur salaire. Or, selon la loi, ces services doivent être remboursés par la RAMQ.

Le porte-parole du Conseil de la protection des malades, Paul Brunet, croit qu'il est honteux que les soins de santé soient "marchandables". «Le vaccin antigrippal pourrait facilement être offert gratuitement, dit-il. Les prix demandés sont exorbitants!» Paul Brunet croit que certains docteurs, œuvrant en clinique privée, cherchent à s'en mettre plein les poches. «Ce n'est pas un crime. Les médecins n'iront pas en enfer, mais il y a tout de même des risques d'abus.»

Différentes cliniques, différents frais	
Centre médical Pierrefonds	15 \$
Bureau des Dr Pagé et Fise	20 \$
Clinique Médistat	40 \$
Clinique Stillview	50 \$

Prix des vaccins vendus aux médecins par la compagnie CGF Pharmatech		
Nombre de doses	Coût d'achat	Coût à l'unité
1 à 100 fioles	26 \$	0,26 \$
200 fioles	31 \$	0,16 \$
300 fioles	36 \$	0,12 \$

Influenza 101

L'influenza saisonnière, communément appelée la grippe, est une infection des voies respiratoires provoquée par le virus de l'influenza. Selon la gravité de la pandémie, elle peut entraîner le décès de 4 000 à 8 000 Canadiens par année. Les premiers symptômes sont des maux de tête, des frissons et une toux. La grippe peut entraîner des pneumonies, des bronchites et d'autres complications sévères. L'Organisation mondiale de la santé identifie chaque année les différentes souches de grippe que le vaccin doit contrer. Si une nouvelle souche de virus se développe et n'est pas contenue dans l'injection, les personnes traitées peuvent quand même attraper la grippe.

As-tu l'oreille à Montréal?

Le Midi libre
Du lundi au vendredi 12h

Pour tout savoir sur Montréal, ne manquez pas le Midi Libre, votre magazine d'information montréalaise, sur les ondes de **CIBL 101,5 FM**

101,5 Radio-Montréal
www.cibl1015.com

LOGICIEL DE GESTION DE DONS ET DONATEURS
UNE BASE DE DONNÉES COMPLÈTE

bénévoles
solliciteurs
commandites
membres

PRODON

activités de financement
historiques
recus d'impôts
statistiques
levées de fonds

LOGILYS

819 758-0560 • www.prodon.ca • info@logilys.com UN ÉLÉMENT DE VOTRE SUCCÈS



Rions un peu avec le ministre provincial de la Santé Philippe Couillard

Comme il faut s'éclater de temps en temps dans la vie, je poursuis ma série d'articles intitulés «Rions un peu...». Cette série vise à démontrer comment nos élus font leur matamore auprès du monde ordinaire et des syndicats en déréglementant le marché du travail afin de rendre les travailleurs plus souples en vue de les «adapter» à la mondialisation et en les taxant toujours davantage au nom de la lucidité. (...)

Le merveilleux monde des douces pharmaceutiques

Dans un article paru dans *La Presse* le 27 mars 2002 intitulé : «Médicaments : la hausse des coûts partagée en trois», le gouvernement péquiste d'alors, avec Bernard Landry comme premier ministre et Pauline Marois comme ministre de la Santé, venait de décider de partager la facture supplémentaire à l'assurance-médicaments entre les usagers, les entreprises pharmaceutiques et l'État.

La réponse des multinationales étrangères pharmaceutiques n'a pas tardé à venir, comme le laisse voir le titre d'un article paru dans *La Presse* le 14 mai 2002 : «L'industrie pharmaceutique rejette tout partenariat avec Québec». Ce n'est pas le genre de partenariat ou de PPP que les affairistes recherchent. Ils ne veulent jamais partager les coûts, qu'ils laissent au monde ordinaire. Ils veulent seulement la poule aux œufs d'or par le biais de la privatisation, de la sous-traitance, de l'impatriation, etc. Réaction alors de la suave Pauline Marois, la même qui nous implore maintenant de cesser d'avoir peur du succès et des multinationales, parue dans *La Presse* : «Le régime d'assurance-médicaments pourrait être abandonné. Les Québécois devront accepter d'en assumer les coûts s'ils décident de le maintenir, déclare Pauline Marois». La courageuse Pauline s'écroule vite et docilement devant les pharmaceutiques. (...)

Au tour maintenant de l'intrépide et beau parleur ministre libéral de la Santé, Philippe Couillard, de se frotter aux pharmaceutiques comme le laisse voir le titre de cet article de *La Presse* du 14 novembre 2003 : «Prix des médicaments : Québec tiendra tête aux pharmaceutiques». Un autre qui va faire dans ses culottes et passera de «beau parleur» à leur «haut-parleur» plus tard. Oh, oh, entre-temps, le *Journal de Montréal* du 10 mars 2004 nous a appris que : «Le député libéral de Nelligan, William Russel, démissionne pour occuper un poste de

**La Presse le 18 juin 2007 :
«Les pharmaceutiques
forcent la main au
gouvernement. Certains
médicaments pourront
coûter jusqu'à 140 % de
plus». Merci D^r Couillard!**

lobbyste» dans l'industrie pharmaceutique s'il vous plaît. Je suppose, que son intention est de mieux servir les intérêts supérieurs de la société et non les intérêts particuliers des pharmaceutiques. Un autre élu qui devient lobbyste (...). Et puis, bang, coup de théâtre! : «Médicaments : Québec abolira le gel des prix», titre de

l'article du *Devoir* du 17 décembre 2004 et par la suite, que dites-vous du titre d'un article paru dans *La Presse* le 18 juin 2007 : «Les pharmaceutiques forcent la main au gouvernement. Certains médicaments pourront coûter jusqu'à 140% de plus». Dites merci au bon docteur Couillard d'avoir cédé aux pharmaceutiques. C'est pour vous qu'il a fait ça. Un peu de gratitude serait de mise. Croyez-moi, les pharmaceutiques n'ont pas eu à forcer bien fort, si vous vous posez encore la question! Dans les faits, il s'est avéré que des médicaments ont augmenté de plus de 300%, occasionnant une hausse du coût des soins de santé publique au Québec de plusieurs dizaines de millions par année.

Je m'arrête ici pour aujourd'hui, mais sachez que je vais poursuivre ma lancée sur les pharmaceutiques et aussi sur le Collège des médecins... Nous verrons qui sont les "boss" au Québec et qui dictent les lois!!!



Lisez l'intégralité de la chronique du prof Lauzon sur www.itineraire.ca



La combinaison gagnante



Faites le point
sur vos habitudes
de jeu.

Découvrez votre portrait de joueur en vous
procurant le dépliant 8/8 sur le site 8sur8.com.



une initiative de Loto-Québec

Si le jeu n'est plus un divertissement...

1 866 SOS-JEUX
1 866 767-5389 MC

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE

